



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Le budget de l'État voté pour 2026

en quelques chiffres
(loi de finances initiale)

LE BUDGET DE L'ÉTAT VOTÉ POUR 2026

Évaluation des recettes perçues par l'État en 2026

(art. 147 de la loi de finances initiale pour 2026)

en millions €

RECETTES FISCALES NETTES* (BUDGET GÉNÉRAL)	
Impôt sur le revenu (produit net*)	99 836
Impôt sur les sociétés (produit net*)	61 629
Accises sur les énergies (montant brut)	25 290
Taxe sur la valeur ajoutée (produit net*)	99 805
Autres contributions fiscales (produit net*)	77 043
Total des recettes fiscales nettes* (A)	363 603
RECETTES NON FISCALES (BUDGET GÉNÉRAL)	
Dividendes et recettes assimilées	5 175
Produits du domaine de l'État	1 360
Produits de la vente de biens et services	2 525
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières	7 864
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites	2 696
Divers	9 280
Total des recettes non fiscales (B)	28 900
RECETTES NETTES* AVANT PRÉLÈVEMENTS (A+B)	
	392 503
PRÉLÈVEMENTS SUR LES RECETTES DE L'ÉTAT	
Prélèvements au profit des collectivités territoriales	44 824
Prélèvements au profit de l'Union européenne	28 440
Total des prélèvements sur recettes (C)	73 264
FONDS DE CONCOURS (D)	
TOTAL DES RECETTES NETTES DU BUDGET GÉNÉRAL (A+B-C+D)	
BUDGETS ANNEXES (y compris fonds de concours)	2 995
COMPTES SPÉCIAUX	
	227 275

* Les recettes nettes correspondent à l'ensemble des recettes brutes du budget général minorées des remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (cf. état B, mission Remboursements et dégrèvements, programme 200).

Tableau de l'équilibre budgétaire de l'État pour 2026

(art. 147 de la loi de finances initiale pour 2026)

en millions €

BUDGET GÉNÉRAL	
RESSOURCES :	
Recettes fiscales nettes**	363 603
Recettes non fiscales	28 900
Recettes correspondant à des fonds de concours	6 143
A déduire : Prélèvements au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne	73 264
Total des ressources nettes du budget général (A)	325 382
CHARGES :	
Dépenses nettes*** relatives aux missions	452 716
Dépenses sur fonds de concours	6 143
Total des charges nettes du budget général (B)	458 859
SOLDE DU BUDGET GÉNÉRAL (C = A - B) [*]	-133 477
BUDGETS ANNEXES	
Ressources (y compris fonds de concours)	2 995
Charges (y compris fonds de concours)	2 618
SOLDE DES BUDGETS ANNEXES (D)	376
COMPTES SPÉCIAUX	
RESSOURCES :	
Ressources affectées (comptes d'affectation spéciale)	77 476
Remboursements des prêts et avances (comptes de concours financiers)	149 688
Solde des comptes de commerce et des comptes d'opérations monétaires	111
Total des ressources des comptes spéciaux (E)	227 275
CHARGES :	
Dépenses relatives aux missions de comptes d'affectation spéciale	78 087
Dépenses relatives aux missions de comptes de concours financiers	150 715
Total des charges des comptes spéciaux (F)	228 802
SOLDE DES COMPTES SPÉCIAUX (G = E - F)	-1527
SOLDE DU BUDGET DE L'ÉTAT (C + D + G)	-134 627

* Les montants figurant dans le présent tableau sont arrondis au million d'euros le plus proche ; il résulte de l'application de ce principe que le montant arrondi des totaux et sous-totaux peut ne pas être égal à la somme des montants arrondis entrant dans son calcul.

** Recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (cf. état B, mission Remboursements et dégrèvements, programme 200).

*** Dépenses budgétaires brutes, minorées des remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (cf. état B, mission Remboursements et dégrèvements, programme 200).

LE BUDGET DE L'ÉTAT VOTÉ POUR 2026

Crédits de paiement ouverts par mission en 2026 *

(art. 148, 149, 150 de la loi de finances initiale pour 2026)

	à l'€	en millions €
MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL		
Action extérieure de l'État	3 454 425 325	3 454
Administration générale et territoriale de l'État	5 081 543 463	5 082
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	4 125 856 189	4 126
Aide publique au développement	3 569 384 015	3 569
Cohésion des territoires	22 570 898 614	22 571
Conseil et contrôle de l'État	866 116 724	866
Crédits non répartis	475 000 000	475
Culture	3 744 547 181	3 745
Défense	66 475 476 236	66 475
Direction de l'action du Gouvernement	1 052 475 340	1 052
Écologie, développement et mobilité durables	22 762 823 002	22 763
Économie	3 512 606 546	3 513
Engagements financiers de l'État	60 341 209 199	60 341
Enseignement scolaire	89 621 003 132	89 621
Gestion des finances publiques	11 017 882 630	11 018
Immigration, asile et intégration	2 130 584 454	2 131
Investir pour la France de 2030	4 397 829 332	4 398
Justice	12 966 577 407	12 967
Médias, livre et industries culturelles	702 973 552	703
Monde combattant, mémoire et liens avec la nation	1 729 987 774	1 730
Outre-mer	3 277 446 171	3 277
Pouvoirs publics	11 401 79 221	11 40
Recherche et enseignement supérieur	31 633 945 500	31 634
Régimes sociaux et de retraite	6 067 878 084	6 068
Relations avec les collectivités territoriales	3 959 044 081	3 959
Remboursements et dégrèvements	145 600 362 742	145 600
Santé	18 881 33 258	1888
Sécurités	25 844 617 241	25 845
Solidarité, insertion et égalité des chances	31 281 524 154	31 282
Sport, jeunesse et vie associative	1 258 895 900	1 259
Transformation et fonction publiques	518 293 247	518
Travail, emploi et administration des ministères sociaux	20 820 551 935	20 821
Total pour le budget général (A)	593 890 071 649	593 890

* Les crédits autorisés par la loi de finances sont constitués :

- d'autorisations d'engagement (AE) ;
- de crédits de paiement (CP).

Les informations du présent document ne portent que sur les CP, qui constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées, au cours de l'année 2024, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des AE autorisées.

MISSIONS DE BUDGETS ANNEXES

Contrôle et exploitation aériens	2 425 536 292	2 426
Publications officielles et information administrative	147 413 671	147
Total pour les budgets annexes (B)	2 572 949 963	2 573

MISSIONS DE COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE

Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	1928 700 107	1929
Développement agricole et rural	171 000 000	171
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	358 300 000	358
Gestion du patrimoine immobilier de l'État	315 500 000	316
Participations financières de l'État	5 383 692 655	5 384
Pensions	69 929 601 174	69 930
Total pour les comptes d'affectation spéciale (C)	78 086 793 936	78 087

MISSIONS DE COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS

Accords monétaires internationaux	0	0
Avances à l'audiovisuel public	3 863 312 945	3 863
Avances aux collectivités territoriales	135 901 446 995	135 901
Prêts à des États étrangers	1140 433 663	1140
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	515 050 000	515
Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	9 295 000 000	9 295
Total pour les comptes de concours financiers (D)	150 715 243 603	150 715

TOTAL DES CRÉDITS DE PAIEMENT (CP) OUVERTS

POUR L'ENSEMBLE DES MISSIONS DE L'ÉTAT (A+B+C+D) **825 265 059 151** **825 265**

Évaluation des CP à ouvrir en raison des fonds de concours	6188 246 029	6188
Dont :		
- missions du budget général	6 142 822 550	6 143
- missions de budgets annexes	45 423 479	45

TOTAL GÉNÉRAL (CP ouverts + CP prévisibles

sur fonds de concours) **831 453 305 180** **831 453**

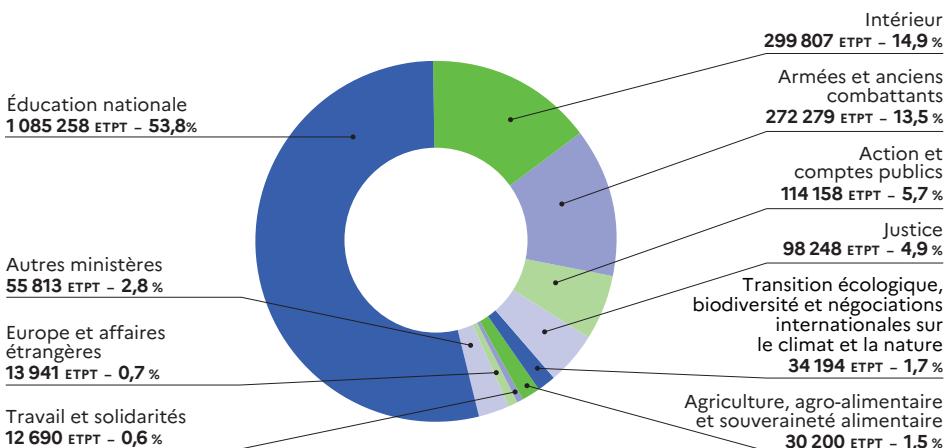
LE BUDGET DE L'ÉTAT VOTÉ POUR 2026**Plafonds des autorisations d'emplois pour l'Etat en 2026***

(art. 153 de la loi de finances initiale pour 2026)

Désignation du ministère ou du budget annexe	Plafond exprimé en équivalents temps plein travaillé (ETPT)
I. - Budget général	2 005 540
Action et comptes publics	114 158
Agriculture, agro-alimentaire et souveraineté alimentaire	30 200
Aménagement du territoire et de la décentralisation	100
Armées et anciens combattants	272 279
Culture	8 926
Économie, finances et souveraineté industrielle, énergétique et numérique	12 860
Éducation nationale	1085 258
Enseignement supérieur, recherche et espace	5 076
Europe et affaires étrangères	13 941
Intérieur	299 807
Justice	98 248
Outre-Mer	5 589
Services du Premier ministre	10 494
Sports, jeunesse et vie associative	1 429
Transition écologique, biodiversité et négociations internationales sur le climat et la nature	34 194
Travail et solidarités	12 690
Ville et logement	291
II. - Budgets annexes	11 048
Contrôle et exploitation aériens	10 561
Publications officielles et information administrative	487
Total général	2 016 588

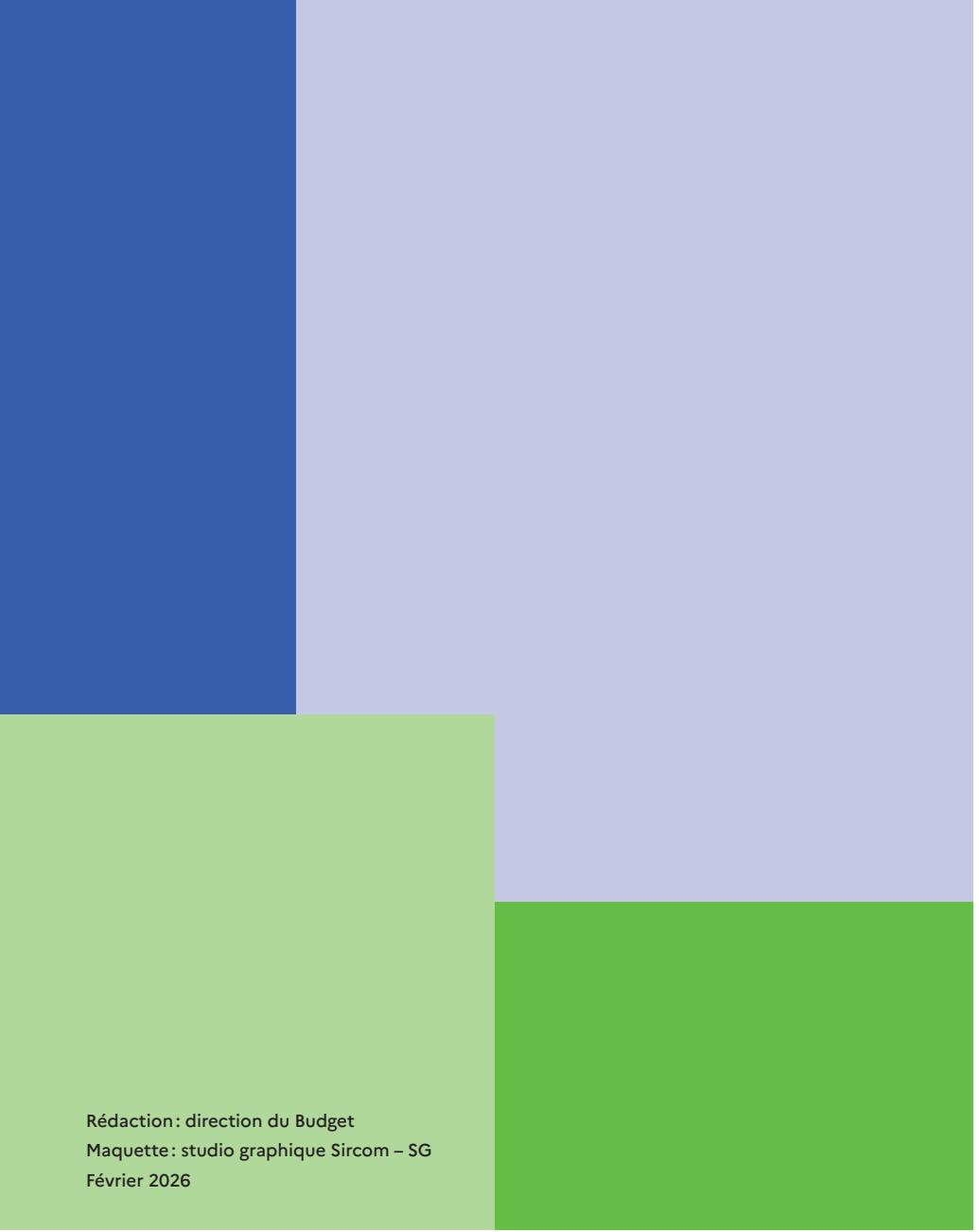
* Les plafonds d'emplois sont exprimés en équivalents temps plein travaillé (ETPT) ; ils sont établis :
- par ministère pour ce qui concerne le budget général ;
- par budget annexe.

Répartition des 2 016 588 emplois de l'État autorisés pour 2026*



*Dans le graphique, l'unité de dénombrement des emplois de chaque ministère est l'équivalent temps plein travaillé (ETPT).

Outre les 2 016 588 ETPT de l'État, le budget de l'État finance indirectement, en totalité ou en partie, 401 389 ETPT relevant des opérateurs de l'État, notamment les ETPT des universités et grandes écoles (environ 167 600), ceux des établissements publics de recherche (71 400), ceux de France Travail (49 000), ainsi que ceux des secteurs de la culture (17 200) et de l'agriculture, alimentation, forêts et affaires rurales (13 200).



Rédaction: direction du Budget
Maquette: studio graphique Sircom – SG
Février 2026